

## Jacob Zuma fait face à une fronde sans précédent au sein de l'ANC

BBC Afrique, 28 novembre 2016 Des ministres veulent la tête de Zuma Le président sud-africain Jacob Zuma (photo) a fait face lundi à une fronde sans précédent au sein de son parti, l'ANC, où trois ministres ont réclamé sa démission s'inquiétant des "effets électoraux potentiellement désastreux des affaires de corruption" visant le chef de l'Etat. La direction de l'ANC a débattu à huis clos, dans un hôtel de Pretoria, de l'avenir de son leader et chef de l'Etat, dont le mandat doit s'achever en 2019.

Le parti ne s'est pas prononcé publiquement sur cette réunion, mais il a annoncé, lundi soir, la tenue d'une conférence de presse prévue mardi à 14H00 (12H00 GMT). La réunion des instances dirigeantes du parti, entamée samedi, devait à l'origine se terminer dimanche. Mais, signe de l'intensité des débats, elle s'est prolongée jusqu'à lundi soir, en présence du président lui-même. Dès son ouverture, le ministre du Tourisme, Derek Hanekom, et ses collègues chargés de la Santé, Aaron Motsoaledi, et des Travaux publics, Thulas Nxesi, ont mis le feu aux discussions en demandant le départ de leur chef, selon plusieurs médias sud-africains. Leur sortie a provoqué le retour en catastrophe à Pretoria de plusieurs dirigeants de l'ANC, qui participaient à un mariage dans le sud du pays, selon les médias. Le parti de feu Nelson Mandela, héros de la lutte contre l'apartheid, traverse une crise provoquée par le revers historique de l'ANC aux municipales d'août et les affaires de corruption dans lesquelles le nom de Jacob Zuma est cité. Le président âgé de 74 ans a remboursé cette année près de 500 000 euros à l'Etat dans une affaire d'abus de biens sociaux liés à la rénovation de sa résidence privée de Nkandla, dans l'est du pays. Des cadres de l'ANC en veulent à Zuma. Des responsables du parti au pouvoir en Afrique du Sud ont lancé une motion de censure visant à destituer le président Jacob Zuma. M. Zuma a survécu à plusieurs décisions parlementaires menées pour son départ du pouvoir, mais c'est la première fois qu'une tentative de destitution émane de son propre parti. Toutes les précédentes initiatives menées pour le destituer étaient conduites par des partis d'opposition ou des organisations de la société civile. Le comité exécutif national de l'ANC s'est réuni ce weekend à huis clos, à Pretoria, pour débattre de la motion de censure proposée par le ministre du Tourisme, Derek Hanekom. Plus de 80 membres de cette instance sont en désaccord les uns avec les autres, au sujet de la motion. Au moins deux autres ministres soutiennent la proposition faite par M. Hanekom : celui de la Santé, Aaron Motsoaledi, et son collègue chargé des Travaux publics, Thulas Nxesi. La nouvelle motion de censure pourrait marquer le début de la bataille politique la plus difficile pour Jacob Zuma, selon Karen Allen, une correspondante de la BBC à Johannesburg. Vote secret Certains ministres ont réclamé un vote secret de la motion, espérant que cette procédure permettrait aux membres du parti de voter librement. Le nom de Jacob Zuma a été cité dans de nombreux scandales de corruption. Des cadres de l'ANC ne cessent de dénoncer aussi son manque de leadership. Un récent rapport de l'ex-médiatrice de la République, Thuli Mandosela, l'accuse d'avoir des liens controversés avec les Gupta, une riche famille d'hommes d'affaires d'origine indienne. Selon ce rapport, Jacob Zuma aurait fait entrer des personnes dans le gouvernement, sous l'influence des Gupta, qui opèrent dans plusieurs secteurs de l'économie sud-africaine. M. Zuma et les Gupta ont tous démenti le document officiel. Son prédécesseur, Thabo Mbeki, a été destitué en 2008 par la direction de l'ANC.